



## Bloquons ensemble l'offensive gouvernementale et patronale

Pendant le Grand Débat de Macron, les mauvais coups sont confirmés.

**Assurance chômage** : Le gouvernement exige 3 milliards d'économies. Le patronat en rajoute en refusant toute limite à la précarité. Nous n'acceptons pas cette dégradation des droits des privés d'emploi

**Services publics** : Le gouvernement maintient ses mesures de privatisation et de suppressions d'emplois. Il annonce une loi, par ordonnances, pour casser le statut de 5 millions de fonctionnaires.

**Santé** : La Ministre Buzyn ferme la maternité de Bernay et, la même semaine dépose un projet de loi, pour multiplier les fermetures de services hospitaliers, les blocs opératoires.... Cette loi aussi serait prise par ordonnance, donc au pas de charge

**Education nationale**. Parcoursup, la réforme du Bac, et maintenant le projet de Réforme Blanquer, c'est toujours plus de sélection arbitraire pour mener des études, et une sélection par l'argent comme pour les étudiants étrangers.

**Pouvoir d'achat** : A peine des mesures pour limiter les hausses sont-elles annoncées par Macron que déjà elles sont remises en cause (exemple les hausses de l'Energie et des péages). Mais la suppression de l'ISF et tous les cadeaux au patronat sont maintenus alors que les actionnaires du CAC 40 ont touché 57 milliards en 2018

**Retraites** : Delevoye, le « Monsieur Retraite par points » de Macron, confirme son projet de Régime universel cassant tous les régimes existants et les garanties qui y sont inscrites. Il programme la baisse brutale des pensions

Jeudi 28 février les unions départementales FO, CGT, SUD, FSU et des représentants des Gilets Jaunes se sont réunis. La volonté de toutes et tous s'est exprimée : nous ne lâchons pas ! Il ne faut pas que le président des riches puisse appliquer son programme.

**Dans ce contexte, nous considérons que ce qui portera un coup d'arrêt, et débouchera sur des avancées sociales, c'est le blocage de l'économie, par la grève, par la mobilisation la plus large possible dans et hors des entreprises, avec toutes celles et ceux qui ont à cœur la justice sociale et fiscale.**

- Hausse immédiate du SMIC à 1800€ brut, des salaires et des pensions. Revalorisation du point d'indice des fonctionnaires. Revalorisation des minimas sociaux.
- Plus de justice fiscale, rétablissement de l'ISF. Suppression du CICE, assez de cadeaux aux CAC 40.
- Halte à la répression policière. Retrait de la loi anti-manifestation.
- Retour à la retraite à 60 ans. Maintien des régimes existants et abandon du Régime universel par points.
- Droit aux études pour les jeunes, non à Parcoursup et à la réforme du bac.
- Retrait des contre réformes sur la Fonction publique, la Santé et sur l'Enseignement.
- Défense et rétablissement des services et entreprises publics. Non aux privatisations.
- Maintien des droits des chômeurs. Non aux 3 milliards supprimés sur l'Assurance chômage.
- Abrogation des lois Rebsamen, El Khomri, ordonnances Macron, qui cassent le droit du travail.

## Le 19 mars, pour renforcer et étendre le rapport de forces pour faire lâcher ce gouvernement grève et blocages

Nous invitons les syndicats, à prendre toutes les dispositions en relations avec leurs Unions Départementales pour organiser :

**Le blocage des zones industrielles le 19 mars d'Ifs et Carpiquet à partir de 0h00**

Un rassemblement suivi d'une Assemblée sera organisé à 16h00, place du théâtre pour décider de la suite.